

ACTE D'ENGAGEMENT

Prestations de maintenance du grand et du petit bassins, de leurs installations et de deux bornes fontaine du Musée d'Archéologie nationale domaine national du château de Saint Germain en Laye

MP_2026_004_AOO

A - IDENTIFIANTS DE LA PERSONNE PUBLIQUE

Pouvoir adjudicateur :

ETAT - Ministère de la culture - Musée d'Archéologie nationale et domaine national du château de Saint-Germain-en-Laye - Place Charles de Gaulle 78100 Saint-Germain-en-Laye

Téléphone : 06 83 88 46 91

Représenté par le Secrétaire Général, agissant pour le compte de l'Etat, ci-après dénommé « l'Administration »

Représentants du Pouvoir Adjudicateur :

Le Secrétaire Général du Musée d'Archéologie nationale et domaine national du château de Saint-Germain-en-Laye, ayant compétence pour passer les marchés répondant aux besoins du Musée d'archéologie nationale et domaine national par délégation de la Ministre de la Culture, et ce, conformément au décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 modifié relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la culture et de la communication et à la décision du 08 mars 2021 portant délégation de signature (délégation générale du patrimoine, service à compétence)

Représentant du Pouvoir Adjudicateur pour l'exécution :

Le Secrétaire Général du Musée d'Archéologie nationale et domaine national du château de Saint-Germain-en-Laye

Prix du marché :

Le présent marché est passé à prix forfaitaires et unitaires, conformément aux dispositions de l'article R2112-6 du code de la commande publique

Imputation budgétaire :

Programme : 175 / Centre financier : 0175-CPAT- C602 - Article de regroupement : 175-01-06

GM : 45.05.07 « autres prestations et services »

CPV : 98390000-3 « autres services »

Personne habilitée à donner des renseignements aux candidats et à recevoir des documents devant être adressés à la personne publique :

La responsable de la commande publique et du budget

Ordonnateur :

Musée d'Archéologie nationale et domaine national du château de Saint Germain en Laye

Comptables publics assignataire des paiements :

Direction Régionale des Finances Publiques

CGF

94, rue de Réaumur 750104 Paris Cedex 2

B - ENGAGEMENT DU SOUMISSIONNAIRE

B1 - Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public ci-après :

- les 2 annexes financières au présent acte d'engagement (DPGF et BPU),
- le CCAP,
- le CCTP et ses annexes 1, 3 et 4,
- le CCAG/FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,

et conformément à leurs clauses,

☐ le signataire

☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

Je soussigné (1) :

Agissant pour le nom et pour le compte de la société :

ci-après dénommée « **le Titulaire** »,

au capital de :

ayant son siège social à :

.....
.....

Téléphone :

Fax :

Adresse électronique :

Immatriculée :

Numéro d'identité de l'établissement (SIRET) :

Code d'activité économique principale (APE) :

Numéro d'inscription au registre du commerce :

☐ engage la société sur la base de son offre ;

Je soussigné (1) :

Agissant pour le nom et pour le compte de la société :

ci-après dénommée « **le Titulaire** »,

au capital de :

ayant son siège social à :

.....
.....

Téléphone :

Fax :

Adresse électronique :

Immatriculée :

Numéro d'identité de l'établissement (SIRET) :

Code d'activité économique principale (APE) :

Numéro d'inscription au registre du commerce :

☐ L'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.

B2 – Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations (En cas de groupement d'opérateurs économiques.)

Pour l'exécution du marché public, le groupement d'opérateurs économiques est :
(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint OU ☐ solidaire

(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

Je déclare sur l'honneur :

En application des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11, L. 2341-1, L. 2341-5 et L. 3132-3, R. 2142-1 à R. 2142-14, R. 2142-25, R. 2143-3, R. 2143-3, R. 2143-16 du Code de la commande publique :

Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur :

⇒ **Condamnation définitive :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du Code pénal, à l'article 1741 du Code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du Code de la défense et à l'article L. 317-8 du Code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du Code pénal ;

⇒ **Lutte contre le travail illégal :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du Code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du Code du travail ;

⇒ **Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés :** pour les marchés publics et accords-cadres soumis au Code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

⇒ **Liquidation judiciaire :** ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du Code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même Code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

⇒ **Redressement judiciaire :** ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du Code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

⇒ **Situation fiscale et sociale :** avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

⇒ **Egalité professionnelle entre les hommes et les femmes :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du Code du travail ;

- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du Code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

⇒ **que les renseignements fournis dans le formulaire DC2, et ses annexes, sont exacts.**

Après avoir produit les certificats, déclarations et attestations prévus aux articles R.2142-3, R.2142-4, R.2143-3 et R.2143-16 du Code de la commande publique, pris connaissance de toutes les pièces du marché, et avoir apprécié, à mon point de vue et sous ma responsabilité, la nature et l'importance des prestations à réaliser, m'engage envers l'administration qui accepte, à les exécuter conformément aux stipulations du présent marché.

Article 1^{er} - Objet du marché et nature des prestations

1.1 Objet

Le présent marché a pour objet des prestations de maintenance du grand et du petit bassins, de leurs installations et de deux bornes fontaine du Musée d'Archéologie nationale domaine national du château de Saint Germain en Laye.

1.2 Nature des prestations

Le titulaire doit les prestations dans les conditions prévues au CCAP et au CCTP.

Le titulaire met en place l'organisation nécessaire pour atteindre les niveaux de qualités et d'exigences requis par le marché et définis dans le présent acte, le CCAP et le CCTP.

1.3 Objectifs en matière de résultat

Ce marché est assorti d'une obligation de résultat.

Article 2 – Type et Forme du marché

2.1 Forme du marché

Le présent marché est passé en vertu des articles L.2124-2, L.2131-1, L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11, R.2124-1 et R.2124-2, R.2142-1 à R.2142-14, R.2142-19 à R.2142-26, R.2143-3 et R.2143-4, R.2143-12, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

2.2 Allotissement

La consultation n'est pas allotie.

2.3 Type de marché

Le marché est un marché à tranches (une tranche ferme et trois (3) tranches optionnelles) qui comporte une partie forfaitaire et une partie à bons de commande.

Le contenu de chacune des tranches est arrêté au CCTP et en annexe financière (DPGF).

Article 3 – Montant du marché

Le montant du marché se décompose en deux parties :

- une part forfaitaire correspondant à la rémunération des prestations forfaitaires dont le détail figure à la DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire) incluant les trois (3) tranches optionnelles ;
- une part à bons de commande, correspondant à l'application des prix unitaires, remise et majoration tarifés au BPU annexé au présent acte d'engagement. Cette part à bons de commande peut impactée la tranche ferme et les trois (3) tranches inscrites au marché.

La TVA s'applique au taux en vigueur à la date de remise des offres, soit 20 %.

Les coûts comprennent **toutes les sujétions** découlant de l'exécution des prestations et notamment tous les frais de transports, de fourniture de matériels, de personnels, les droits pouvant frapper les fournitures, toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les assurances ainsi que les frais généraux et le bénéfice du Titulaire.

Le marché est passé sans montant minimal mais avec un **montant maximal** :

320 000,00 € HT, soit 384 000 € TTC.

➤ **Montants forfaitaires**

✓ **Tranche ferme :**

Tranche ferme (1)	
Montant annuel € HT	
Montant annuel € TTC	

✓ **Tranches optionnelles :**

(1)	Tranche optionnelle n°1	Tranche optionnelle n°2	Tranche optionnelle n°3
Montant annuel € HT			
Montant annuel € T.T.C			

➤ **Pourcentage de remise par rapport aux prix publics applicable à la fourniture de pièces, matériaux et consommables :**

Pourcentage de remise (1)	
---------------------------	--

(1) : Tableau à renseigner par le candidat.

➤ **Montant sous-traité**

Conformément à l'article L.2193-3 du Code de la Commande publique, **la personne publique décide que toutes les tâches essentielles doivent être effectuées directement par le titulaire**. Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties non-essentiels de son marché, sous réserve du respect des dispositions de la loi relative à la sous-traitance du 31 décembre 1975 modifiée (cf. article 3.7 du CCAP).

Cette clause est obligatoire. Prendre (a) ou (b) ¹

Le montant correspondant à la différence entre le montant du marché et le montant de l'ensemble des prestations sous-traitées, doit toujours être indiqué.

(a) Je n'envisage (nous n'envisageons) pas de sous-traiter

(b) J'envisage (nous envisageons) de sous-traiter

Dans l'hypothèse d'une déclaration de sous-traitance, le titulaire doit joindre le formulaire correspondant (DC4) qui est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ce formulaire doit indiquer :

- ⇒ la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement,
- ⇒ le nom de ces sous-traitants,
- ⇒ les conditions de paiement des contrats de sous-traitance.

Chaque formulaire DC4 joint à l'acte d'engagement constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché.

Cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage (nous envisageons) de sous-traiter est de :

.....Euro HT

En outre, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement.

N°	Nature de la prestation	Hors TVA	TVA comprise

Le montant maximal de la créance se calcule de la manière suivante : (montant du marché – montant sous-traité).

Article 4 – Durée du marché et délai d'exécution

Le marché prend effet à sa date de notification et se termine au 31 décembre 2026. Il est reconductible trois fois par décision expresse du Pouvoir Adjudicateur.

Les reconductions sont annuelles, hormis la dernière période de reconduction qui couvrira une période supérieure à un an sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 46 mois.

¹ Barrer la mention inutile.

Article 5 – Conditions de paiement

Les modalités de paiement sont précisées à l'article 4.5 du CCAP.

➤ **Avance**

Le titulaire décide : (rayer la mention inutile)

☐ Je ne renonce pas au bénéfice de l'avance forfaitaire

☐ Je renonce au bénéfice de l'avance forfaitaire.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne renonce pas au versement de l'avance, les modalités de versement sont fixées à l'article 4.6 du CCAP.

Article 6 - Litiges

En cas de litige, après échec du règlement amiable, le différend relève de la compétence du tribunal administratif de Versailles.

Fait à _____, le _____

*Cachet et signature du représentant
du soumissionnaire habilité à signer le marché*

C - REPONSE DE L'ADMINISTRATION

Visa du contrôleur financier :

A, le.....

Acceptation de l'offre :

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement :

A, le.....

Signature de la Personne représentant le Pouvoir Adjudicateur

Date d'effet du marché :

La notification transforme le projet de marché en marché et le soumissionnaire en titulaire.

☐ **Reçu à titre de notification une copie du présent marché.**

A, le.....

Signature du Titulaire

☐ **Reçu l'avis de réception postal de la notification du marché**
signé le.....par le titulaire destinataire.